

**REFLEXION STRATEGIQUE ET ECLAIRAGE DES CHOIX DE POLITIQUE ETRANGERE
DU MAROC**

**MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES STRATÉGIQUES**

**TABLE RONDE D'AL AKHAWAYN UNIVERSITY
« QUELLE GEOPOLITIQUE POUR LE MAROC? »
IFRANE, 25-26 FEVRIER 2014**

PLAN DE LA COMMUNICATION

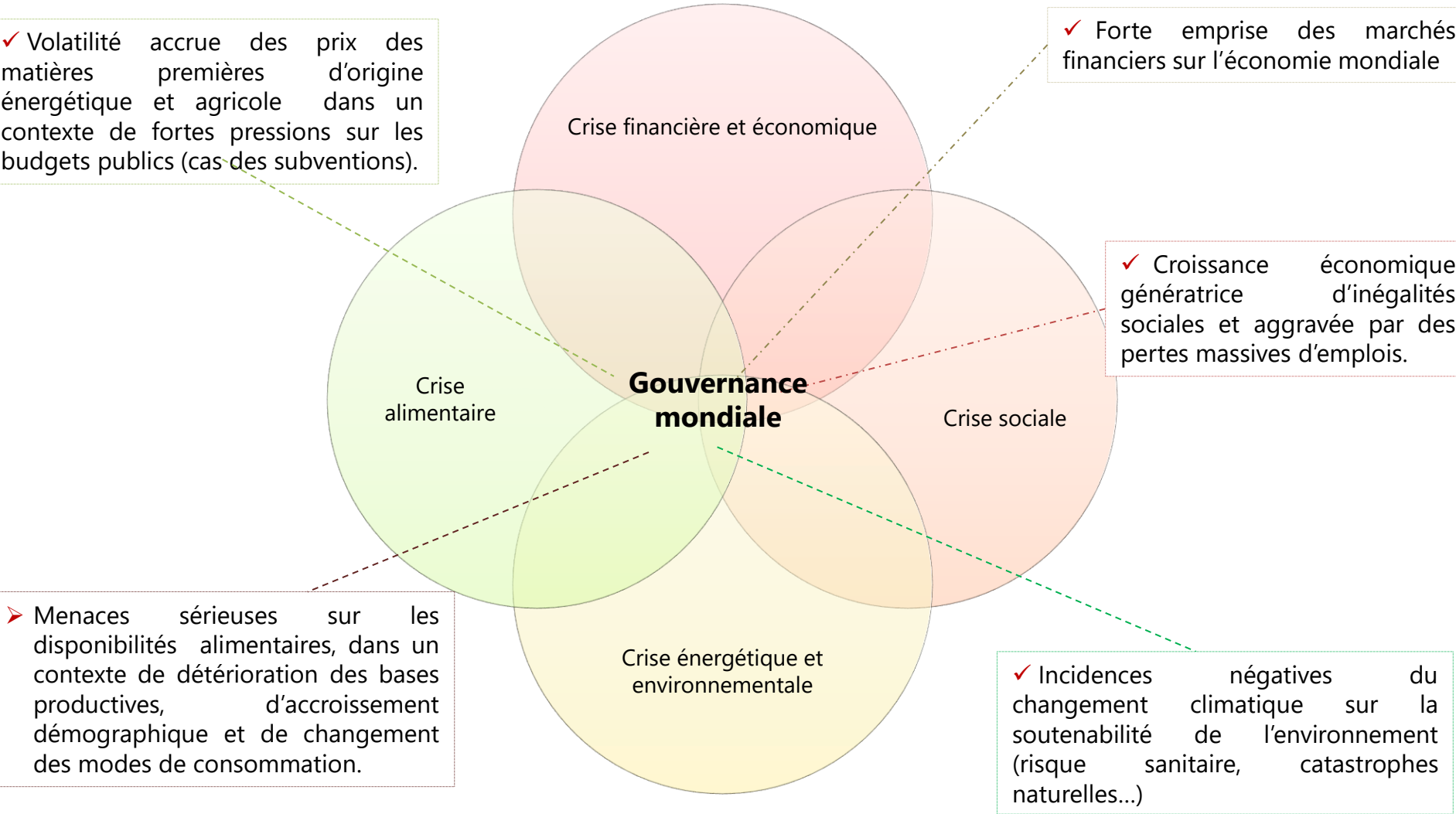
INTRODUCTION

1. **DES TENDANCES STRUCTURELLES LAISSANT ENTREVOIR L'EMERGENCE D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL**
2. **DES TENDANCES DU CONTEXTE MONDIAL ET REGIONAL QUI INTERPELLENT LA POLITIQUE ETRANGERE DU MAROC DANS TOUTES SES DIMENSIONS**
3. **L'IRES : UNE CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉFLEXION STRATÉGIQUE ET A L'ECLAIRAGE DES CHOIX DE POLITIQUE ETRANGERE DU MAROC**

1. DES TENDANCES STRUCTURELLES LAISSANT ENTREVOIR L'EMERGENCE D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

- Le contexte mondial actuel est marqué par une accélération inédite du rythme des transformations sur le plan politique, économique, social, environnemental et sécuritaire. Ces transformations qui s'accroissent, suite à des crises globales à répétition : financière, économique, sociale, énergétique, alimentaire, environnementale..., favorisent l'émergence d'un nouveau monde, se construisant sur la base de nouvelles règles, en rupture avec celles ayant prévalu par le passé :
 - Déplacement graduel du centre de gravité du pouvoir économique et géopolitique au profit des acteurs émergents, annonçant la fin de la domination occidentale qui a prévalu pendant plus de deux siècles et favorisant, ainsi, la transition graduelle vers un ordre mondial multipolaire.
 - Intensification de la concurrence, avec un rôle accru de l'innovation et du savoir en tant que critères de définition des avantages compétitifs des nations : accélération du rythme de l'innovation technologique, déplacement de l'emploi vers les compétences élevées...
 - Accélération des mutations sociétales et émergence de risques pesant sur la cohésion sociale et alimentant les tensions identitaires et religieuses.
 - Accentuation des menaces liées au changement climatique qui mettent à rude épreuve la survie de l'Homme (stress hydrique, sécurité alimentaire, enjeux sanitaires, phénomènes extrêmes...), avec des capacités d'adaptation inégales selon le niveau de développement des pays.
 - Résurgence des défis sécuritaires, sous l'effet de la multiplication des foyers de tensions, aggravés par les dangers que recèle la prolifération de la menace terroriste partout dans le monde et particulièrement dans le voisinage immédiat du Maroc (région sahélo-saharienne).
- Ces transformations nécessitent une révision du système de gouvernance mondial pour l'adapter aux nouvelles réalités géopolitiques et géoéconomiques qui se dessinent.

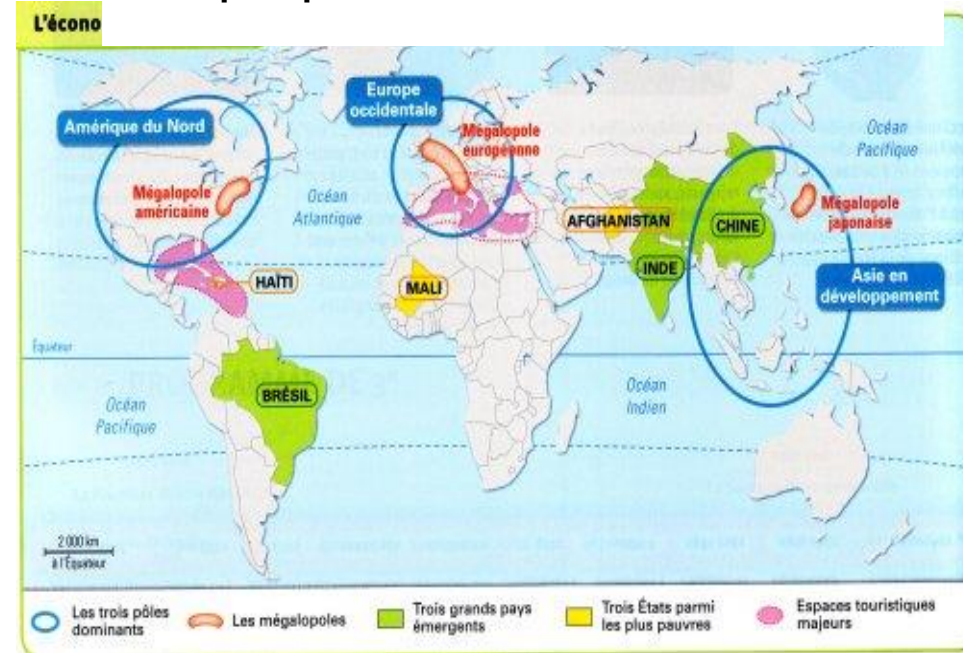
1.1. DES INSUFFISANCES DU SYSTÈME DE GOUVERNANCE MONDIAL CONFIRMÉES PAR LA CRISE SYSTEMIQUE TOUJOURS A L'OEUVRE



1.2. UN DECENTREMENT PROGRESSIF DU MONDE QUI PROFITE AUX BLOCS RÉGIONAUX FORTEMENT INTÉGRÉS ET PARTICULIÈREMENT AUX PUISSANCES ÉMERGENTES (1)

- Le processus de mondialisation s'est fortement accéléré. Il est de plus en plus construit autour de blocs régionaux fortement interdépendants. Selon l'OMC, le taux des échanges intra-régionaux se situe à 53% en Asie, 27% en Amérique latine contre 12% en Afrique et 9% au Moyen Orient. En Europe et en Amérique du Nord, ce taux est de 71% et 48% respectivement.
- Dans ce nouveau paysage géostratégique mondial qui se dessine, les pays faiblement intégrés seraient dépourvus de perspectives de développement.
- De nouvelles puissances émergent sur le plan économique, mais aussi sur le plan géopolitique, avec une influence croissante, en matière de fixation de l'agenda mondial.
- La conquête des débouchés extérieurs et l'accès aux ressources naturelles font l'objet d'une grande concurrence. L'Afrique est devenue, à ce titre, l'espace par excellence où se déploie le jeu des puissances traditionnelles et celles émergentes.

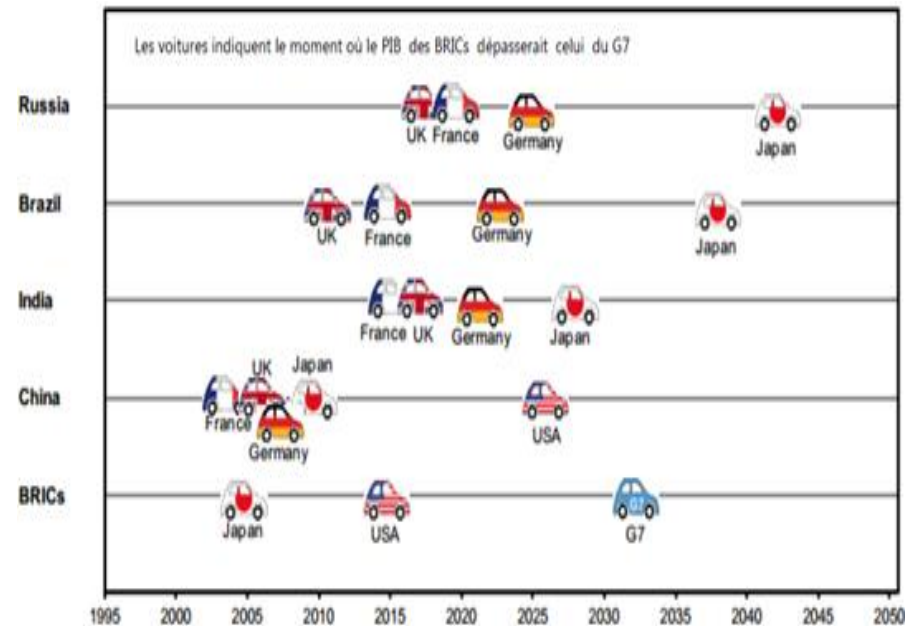
Principaux pôles directeurs de l'économie mondiale



1.2. UN DECENTREMENT PROGRESSIF DU MONDE QUI PROFITE AUX BLOCS RÉGIONAUX FORTEMENT INTÉGRÉS ET PARTICULIÈREMENT AUX PUISSANCES ÉMERGENTES (2)

- Le poids économique des pays émergents devrait surpasser celui des pays développés. Selon la Délégation aux Affaires Stratégiques (Ministère de la Défense-France), ces pays verraient leur profil économique évoluer comme suit :
 - Leur part dans le PIB mondial se situerait à 60 % à l'horizon 2040 contre 31% en 2010.
 - Leur part dans le commerce mondial devrait s'élever à 45% en 2040 contre 34% en 2010.
 - Ils représenteraient 65% des biens manufacturés importés par les pays développés contre 40 % en 2010.
- Ces évolutions remarquables seraient imputables à la dynamique des flux des IDE reçus par les pays émergents, à l'essor de leurs marchés intérieurs et à leur dynamique démographique, quoique variable selon les pays.

Rythme de rattrapage des BRIC en termes du PIB

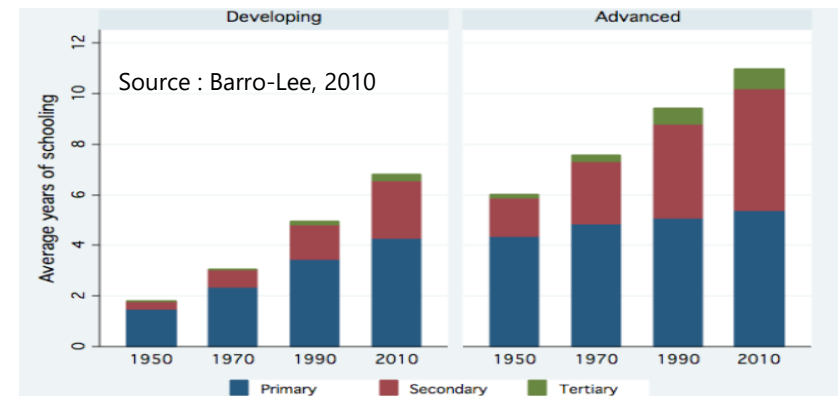


Source: GS Global ECS Research

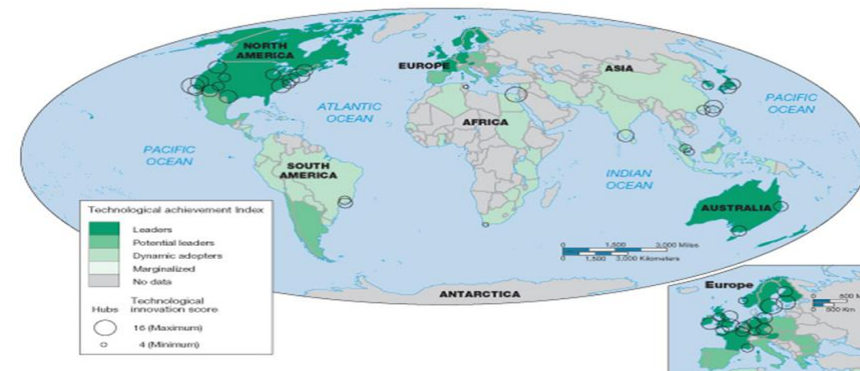
1.3. UNE COMPETITIVITE DES NATIONS BASEE SUR L'INNOVATION ET LE CAPITAL HUMAIN EN TANT QUE DETERMINANTS CLES DES CAPACITES CONCURRENTIELLES

- De nouvelles règles de la concurrence mondiale axées sur le capital humain et l'innovation comme base de définition des avantages compétitifs des nations :
- Une forte corrélation existe entre le niveau de développement d'un pays et la qualité de son capital humain. Cette réalité est corroborée par l'expérience positive de plusieurs pays émergents, qui ont réussi à améliorer leur positionnement économique international grâce à la qualité de leurs ressources humaines.
- Le nombre moyen d'années de scolarisation de la population âgée de 15 ans et plus au Maroc est de 6 années, soit un niveau inférieur à celui des pays de la rive Nord de la Méditerranée (11 années en Grèce, 10 années en Espagne et au Portugal)
- Des capacités d'innovation, qui restent l'apanage des pays développés, avec, toutefois, des capacités de rattrapage significatives de certains pays émergents, notamment, d'Asie et d'Amérique du Sud.
- L'indice global d'innovation au titre de l'année 2013, classe le Maroc à la 92ème place sur 142 pays, en raison de la qualité insuffisante de l'enseignement universitaire et du faible développement du capital-risque, deux domaines d'importance pour l'innovation.

Evolution du nombre moyen d'années de scolarisation selon le niveau d'éducation



Etat de l'innovation dans le monde



1.4. DES MUTATIONS SOCIETALES D'UNE GRANDE AMPLEUR (1)

- Un processus de mondialisation impactant l'ensemble des activités et des relations humaines. Il concerne tous les pays sans distinction :
 - La mondialisation de l'offre religieuse et l'émergence d'un marché international des valeurs
 - L'autonomisation des individus et l'émancipation des femmes, accompagnées, cependant, par le recul des solidarités intergénérationnelles
 - L'universalisation de l'idée démocratique, avec, toutefois, la baisse de la confiance dans les institutions, notamment les institutions représentatives
 - Le développement du communautarisme
 - La mondialisation du caractère contestataire des jeunes générations , soutenu par le développement des réseaux sociaux
 - L' émergence de nouveaux acteurs non étatiques sur la scène mondiale
 - L'accentuation des inégalités, obstacle majeur au vivre ensemble

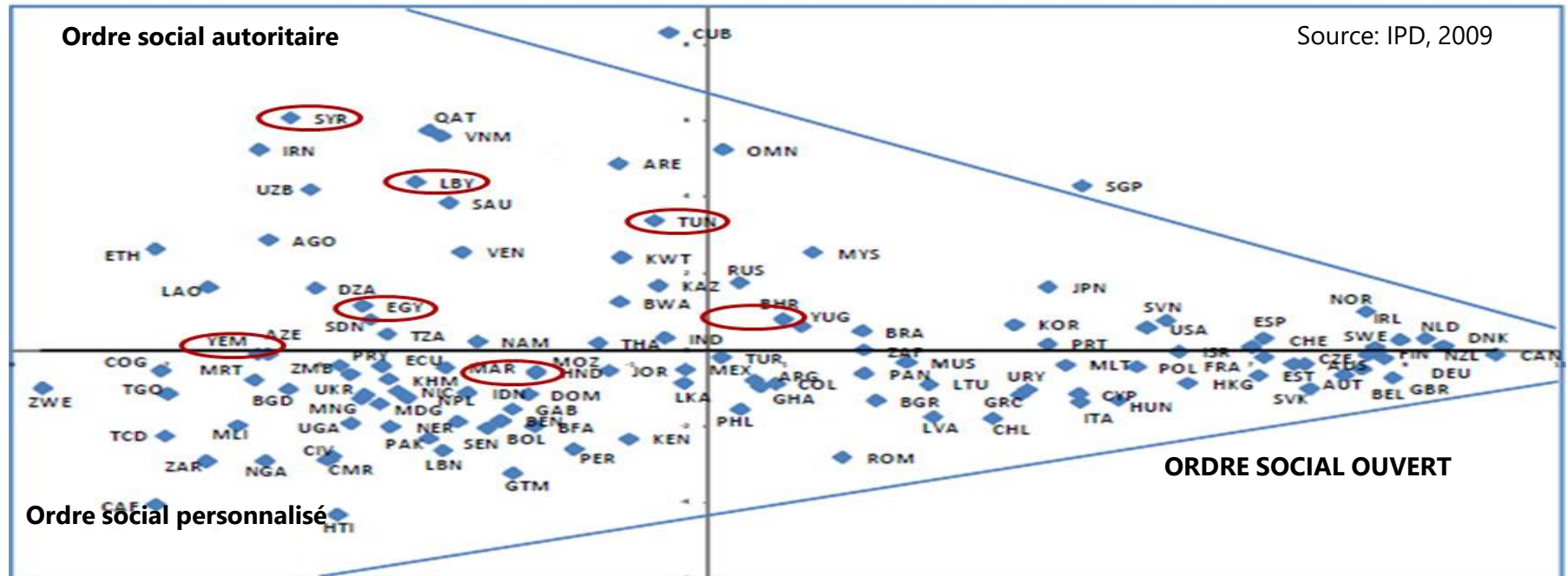
1.4. DES MUTATIONS SOCIETALES D'UNE GRANDE AMPLEUR (2)



- Une mondialisation à plusieurs vitesses, avec la persistance des écarts de richesse entre les espaces prospères à niveau de développement élevé et ceux en développement.

1.4. DES MUTATIONS SOCIETALES D'UNE GRANDE AMPLUR (3)

Existence d'une forte corrélation entre l'existence d'un ordre social ouvert et le niveau de développement d'un pays.



Sur l'axe horizontal se projettent les variables évaluant le fonctionnement des administrations, de la justice, la sécurité des contrats et des transactions, les régulations des marchés, la concurrence économique, la mobilité sociale, le fonctionnement des institutions politiques, les institutions de solidarité.

Sur l'axe vertical, se projettent les variables évaluant les capacités de l'État à définir une vision stratégique, à arbitrer entre les intérêts en jeu, à assurer la sécurité intérieure ainsi que les variables évaluant la circulation des personnes, les libertés syndicales et la liberté de fonctionnement des marchés.

1.5. INTENSIFICATION DES MOUVEMENTS MIGRATOIRES ET ÉMERGENCE DE NOUVELLES FORMES DE MIGRATION

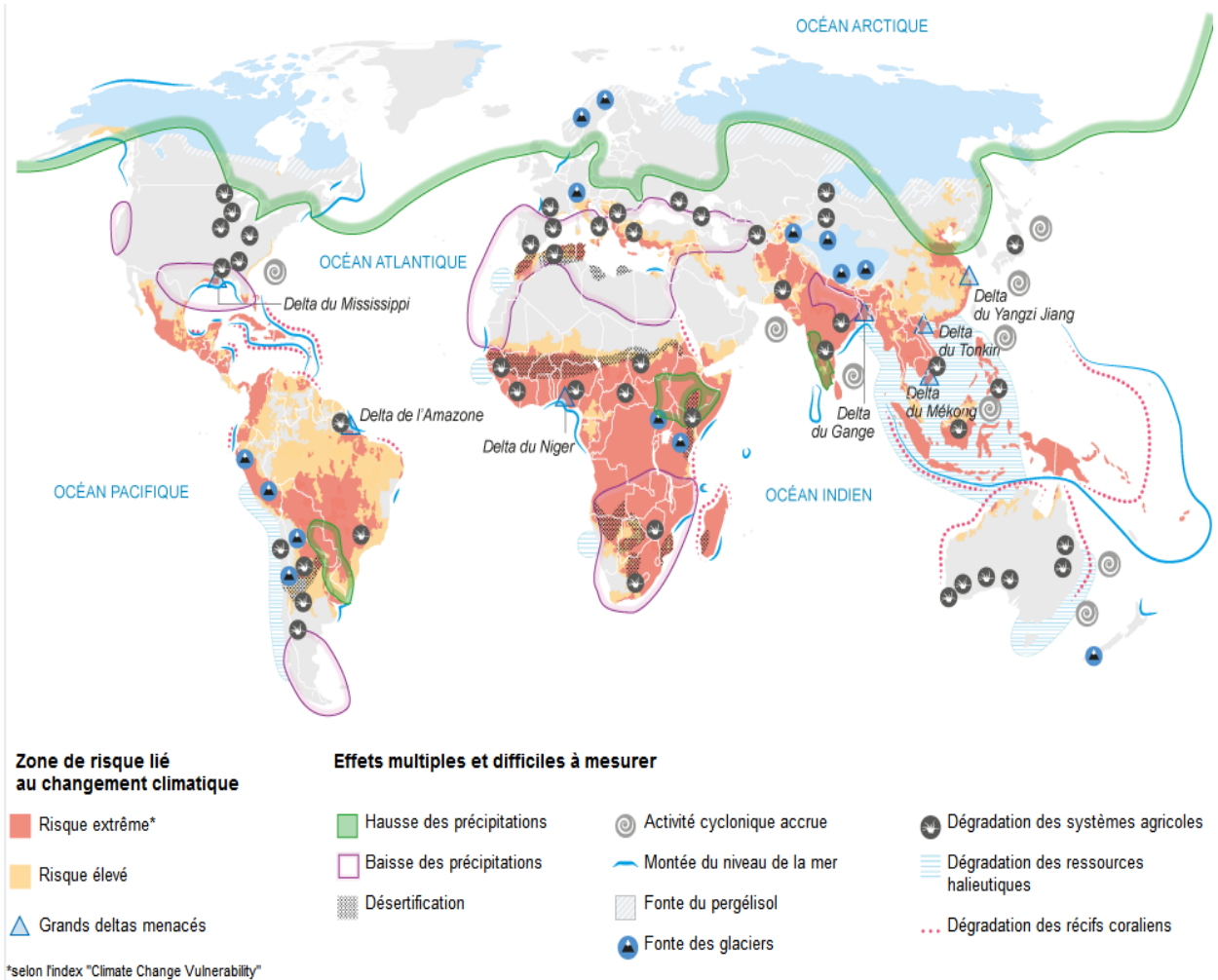
Une dynamique migratoire, traversée par des mutations structurelles

- Une stabilisation de la part des migrants internationaux dans la population mondiale durant les cinquante dernières années (environ 3%), soit 230 millions de migrants en 2010, dont presque 50% de femmes, selon l'Organisation Internationale de la Migration (OIM).
- L'émergence de nouvelles formes de migration Sud-Sud et Nord-Sud :
 - Seul un tiers des migrants à l'échelle mondiale s'est déplacé d'un pays en développement vers un pays développé, soit près de 77 millions de personnes. Ainsi et contrairement à l'idée répandue, axée sur la migration Sud/Nord, la majorité des migrants internationaux se sont déplacés d'un pays en développement vers un autre ou entre deux pays développés (Source : OIM).
 - Emergence de flux migratoires Nord-Sud expliquée notamment par la migration de l'emploi, sous l'effet de la crise économique sévissant dans certains pays développés, notamment ceux d'Europe.
- Une importance croissante des flux migratoires liés au climat (28 millions de personnes en 2008 déplacées, suite à des phénomènes météorologiques extrêmes, dépassant largement les 4,6 millions de personnes déplacées, en raison de conflits qui ont sévi durant la même année). Les projections relatives à la migration climatique, qui se basent sur les scénarios du Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), font état de l'éventuelle migration d'un milliard de personnes d'ici 2050.

1.6. ACCENTUATION DES MENACES LIÉES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Le changement climatique touche la plupart des pays du monde avec, toutefois, des disparités régionales

La carte des impacts du réchauffement climatique



- Le réchauffement climatique aurait des effets multiples sur les différentes régions du monde. (sécheresses récurrentes et sévères, fluctuations aléatoires des précipitations, élévation du niveau de la mer, réchauffement de la planète...).
- Plus de 50 pays sont fortement exposés au péril climatique. Sur les 28 pays extrêmement vulnérables au changement climatique, 22 sont situés en Afrique.

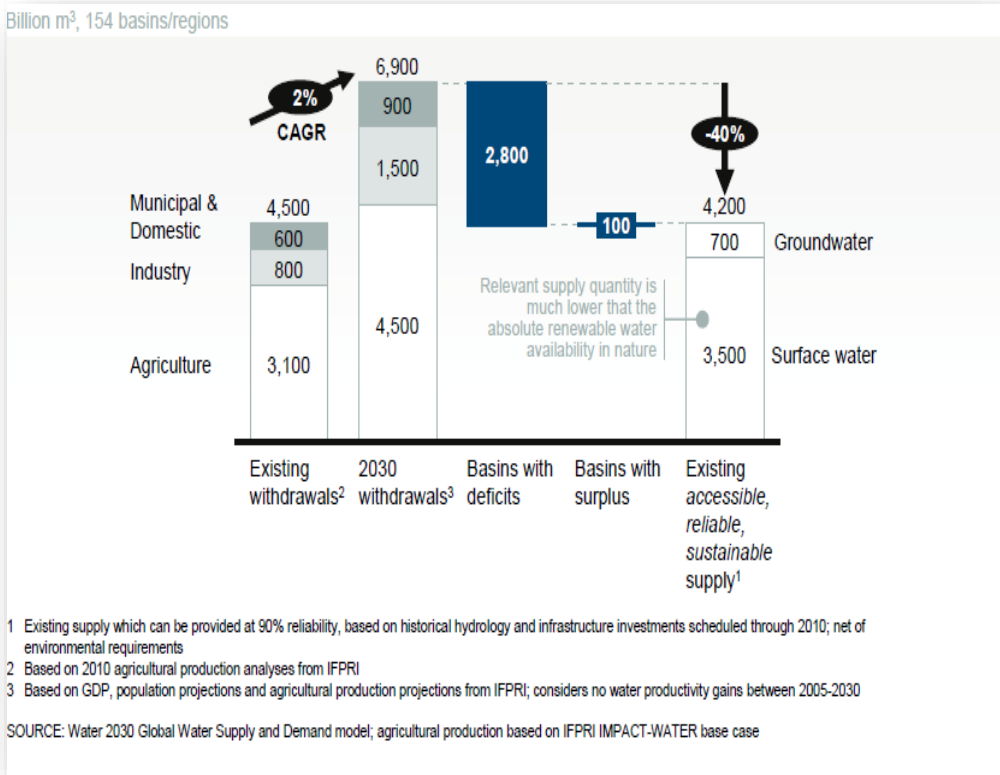
Sources : PNUE ; V. Raisson, 2033, Atlas des futurs du monde, Robert Laffont, 2008 ; Maplecroft, Climate Change Vulnerability Index 2013

1.6. ACCENTUATION DES MENACES LIÉES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (2)

Des ressources en eau soumises à de fortes pressions

- La majorité des études prospectives sur l'équilibre alimentaire mondial s'accordent sur le fait que l'eau posera la limite la plus restrictive aux approvisionnements alimentaires futurs.
- Dans un scénario de croissance économique moyenne et en l'absence de gains d'efficacité en matière d'usage de cette ressource, les besoins mondiaux en matière d'eau passeraient de 4.500 milliards de m3 actuellement à 6.900 milliards de m3 en 2030.
- En tenant compte des ressources actuelles en eau, estimées à 4.200 milliards de m3, un déficit de 40% devrait être comblé à l'horizon 2030.

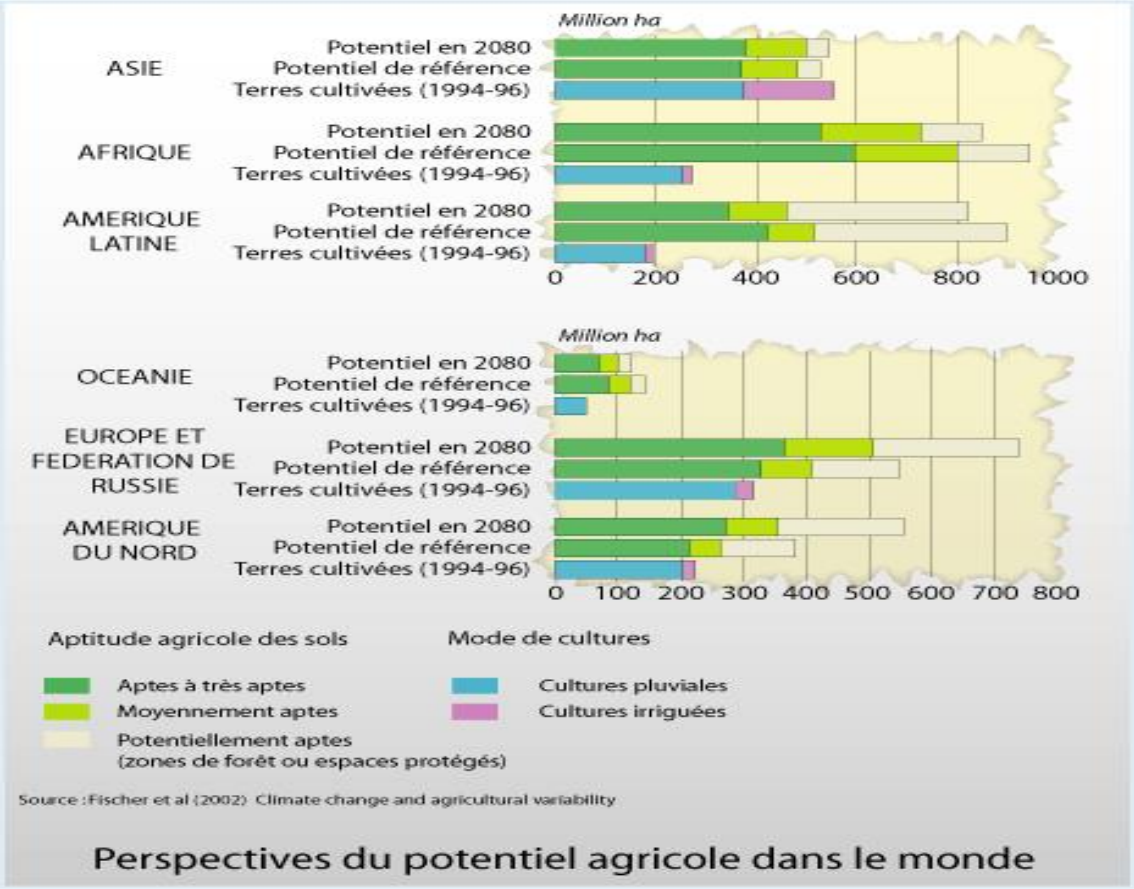
Stress hydrique à l'horizon 2030



1.6. ACCENTUATION DES MENACES LIÉES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (3)

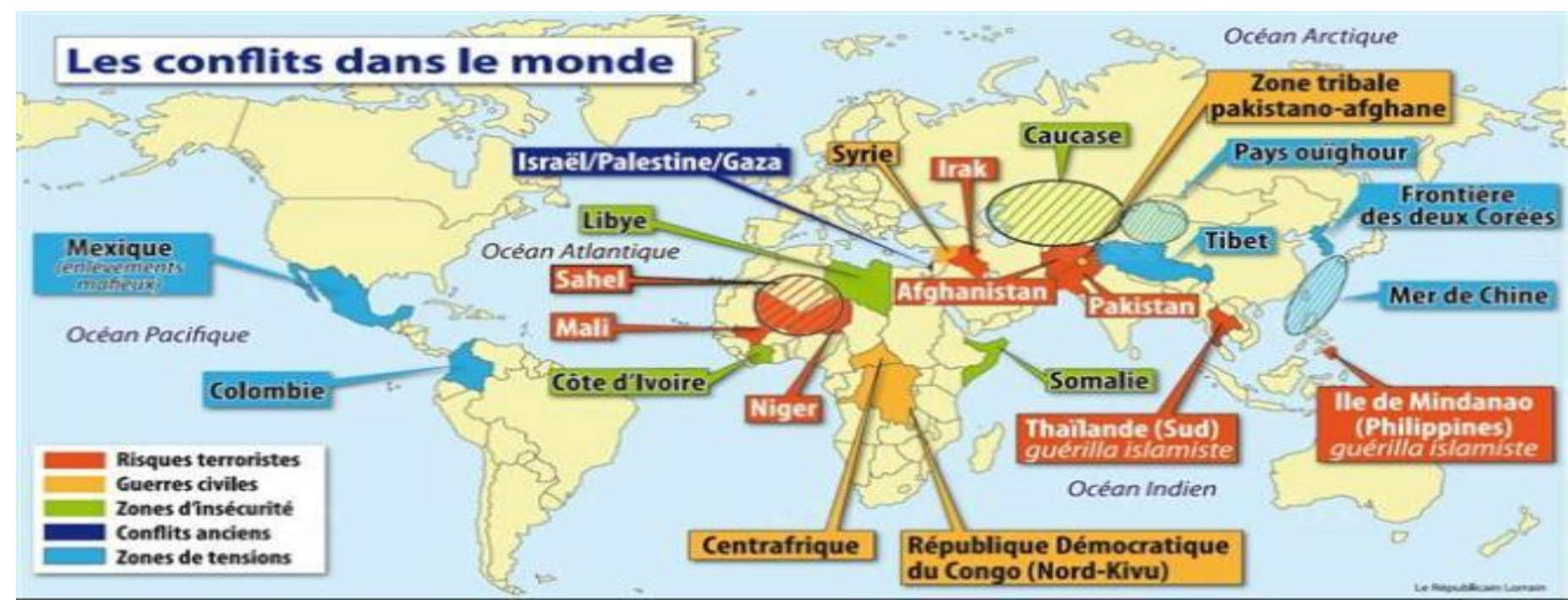
Une sécurité alimentaire mondiale menacée

- Enorme défi à relever en termes de production agricole pour satisfaire les besoins d'une population mondiale en croissance rapide.
- Selon la FAO, pour nourrir la population mondiale, qui doit passer de 6,9 milliards en 2009 à 9,1 milliards en 2050, il faudrait accroître la production agricole de 70%.
- Dans les seuls pays en développement, 44 milliards de dollars par an devraient être investis dans l'agriculture, contre 7,9 milliards de dollars aujourd'hui (amélioration de l'accès aux intrants modernes, développement des systèmes d'irrigation, mécanisation, stockage, routes et infrastructures rurales, formation des agriculteurs...).



1.7. EXACERBATIONS DES TENSIONS SÉCURITAIRES (1)

Une sécurité mondiale soumise à des tensions récurrentes

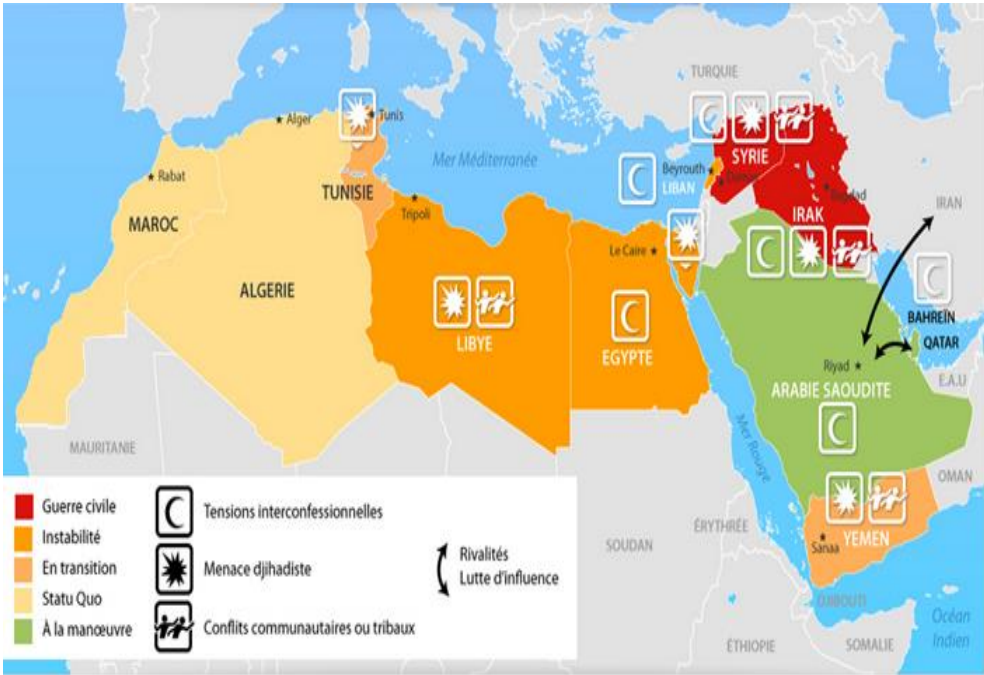


- Emergence de conflits latents après la chute du mur de Berlin. Course à l'armement, propulsée par la multiplication des zones de tensions, notamment dans les pays en développement d'Afrique, du Moyen Orient et d'Asie. Menace terroriste persistante et développement de la criminalité internationale.

1.7. Exacerbations des tensions sécuritaires (2)

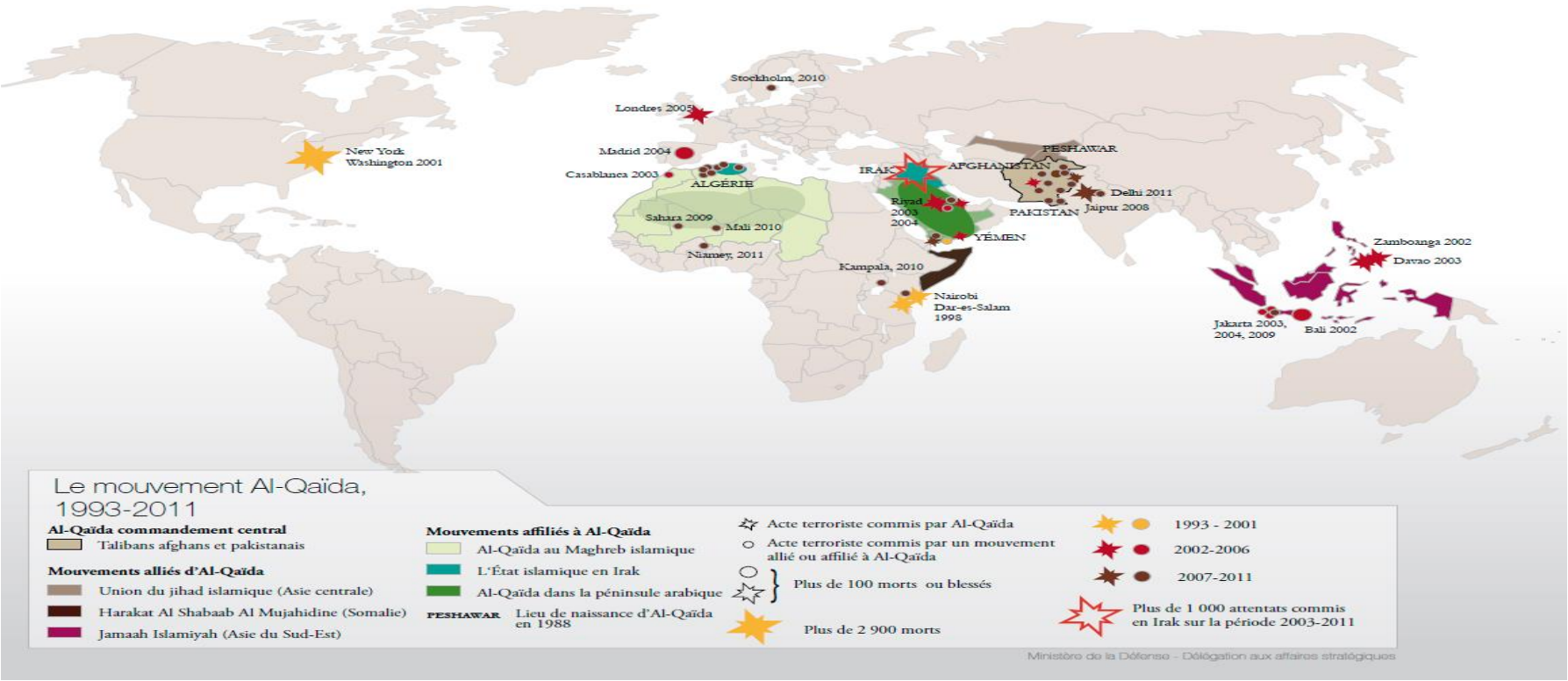
Une situation préoccupante dans le voisinage arabe

- Des transformations sociopolitiques inédites dans certains pays de la région MENA, qui reflètent une situation d'accumulation des déficits en termes de démocratie, des droits de l'homme, de gouvernance et traduisent les aspirations des populations pour la dignité, la démocratie et les libertés.
- Ces transformations ont généré en 2011, un coût économique évalué par le Cabinet International Geopolicity, sur la base des estimations de croissance du FMI, à 55,84 milliards de dollars : 20,56 milliards en pertes de production et 35,28 milliards en pertes pour les finances publiques.
- Plus de trois ans après son déclenchement, le « printemps arabe » a transformé le paysage politique régional. Il s'est accompagné de troubles d'une grave intensité qui ont révélé notamment:
 - les obstacles à une transition politique maîtrisée dans la région malgré un processus électoral transparent.
 - l'intensification des conflits communautaires et confessionnels qui ont cristallisé les clivages au sein des sociétés arabes (conflit sunna-chiaa).
 - une recrudescence de la menace djihadiste qui a favorisé l'émergence de nouveaux foyers terroristes.



1.7. Exacerbations des tensions sécuritaires (3)

Un vide sécuritaire au Sahel qui favorise le développement des activités terroristes et la criminalité



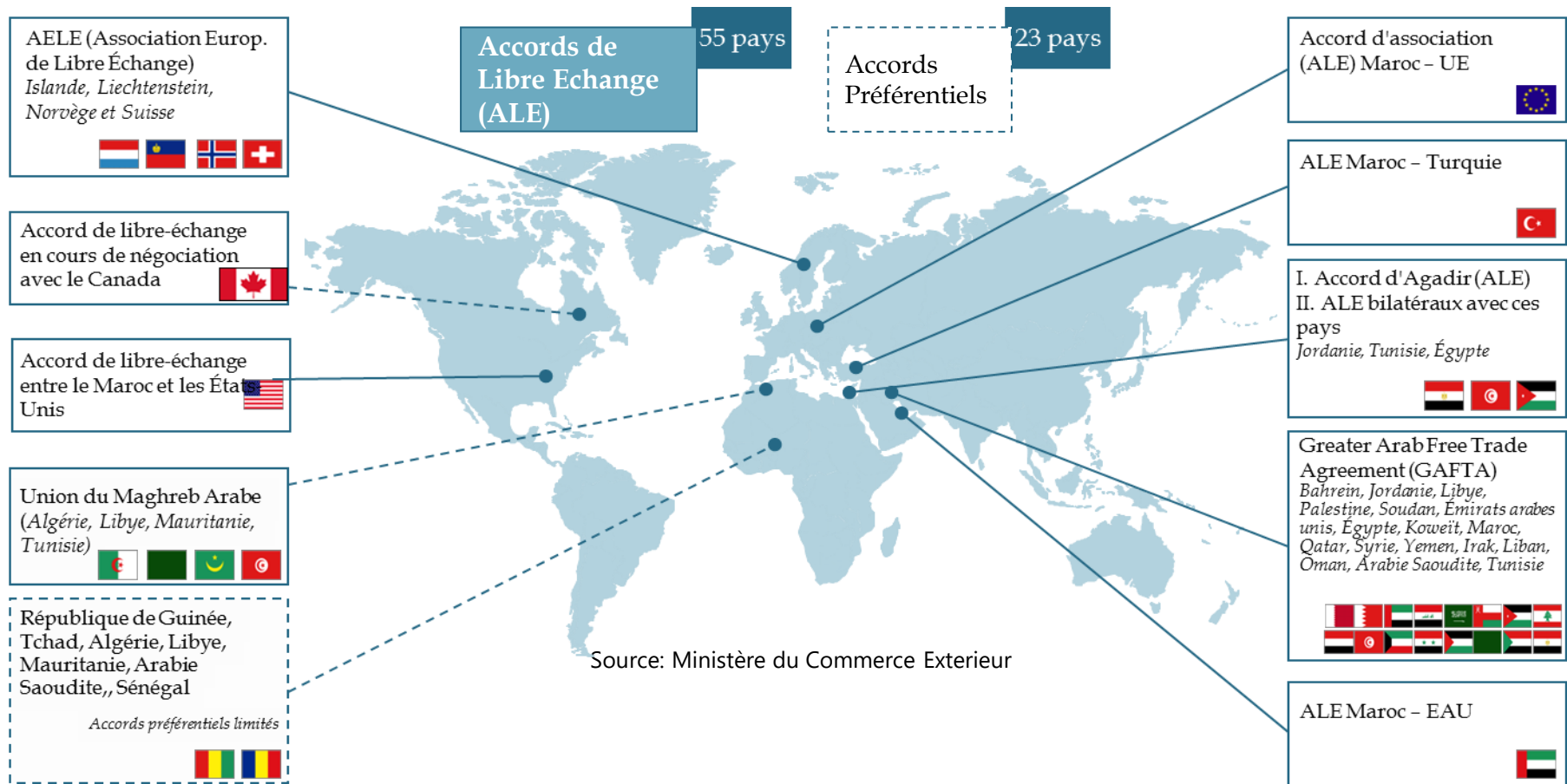
- Le vide sécuritaire dans la région du Sahel, qui constitue déjà un terreau propice au développement de filières criminelles transnationales et à l'implantation de groupes extrémistes armés, notamment AQMI, porte la menace sécuritaire à un niveau critique, au point que le risque de reproduction éventuelle du modèle Afghan s'est fortement accentué.

2. DES TENDANCES DU CONTEXTE INTERNATIONAL ET REGIONAL QUI INTERPELLENT LA POLITIQUE ETRANGERE DU MAROC DANS TOUTES SES DIMENSIONS

- Les mutations structurelles du contexte international et régional rendent nécessaire pour le Maroc de réajuster en permanence les priorités de sa politique étrangère pour saisir les opportunités qui se présentent et faire face aux menaces qui seraient de nature à compromettre les intérêts stratégiques du pays dans les différents domaines.
- Cette réadaptation devrait capitaliser sur les acquis enregistrés par le Maroc en termes de développement des attributs de sa puissance attractive au sein d'un système mondialisé de plus en plus complexe. Parmi ces acquis, il y a lieu de citer notamment :
 - L'adhésion du Maroc au corpus mondial, relatif aux droits de l'Homme et la contribution constante à la promotion des valeurs universelles de démocratie et des droits de l'Homme ainsi qu'au dialogue interculturel et inter-culturel.
 - La conclusion de partenariats stratégiques avec des acteurs clés de l'économie mondiale et des accords de libre échange avec de nombreux pays émergents et en développement ainsi que l'adoption d'une approche visant le renforcement du positionnement régional du pays en Afrique.
 - Le développement d'une coopération sécuritaire renforcée avec l'OTAN, mais, également, avec l'Union européenne dans le cadre de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense, ainsi que la participation aux opérations de maintien de la paix de l'ONU au Congo, en Bosnie-Herzégovine, en Somalie, en Côte d'Ivoire et à Haïti et récemment au Mali et en République centrafricaine.
- Le Maroc gagnerait à renforcer les actions de sa diplomatie au niveau de quatre dimensions structurantes :
 - La dimension géopolitique et géoéconomique
 - La dimension sociétale
 - La dimension environnementale
 - La dimension sécuritaire

UN SCHEMA DE PARTENARIATS CONCLUS JUSQU'À PRESENT PAR LE MAROC LUI

OFFRANT D'IMPORTANTES OPPORTUNITES



- Le Maroc a accès à un marché qui compte 1 milliard de consommateurs, ayant un pouvoir d'achat des plus élevés du Monde. La maximisation des retombées de ces accords est tributaire, toutefois, du renforcement des capacités de l'offre exportable marocaine et de l'efficacité du système national de promotion économique.

2.1. DIMENSION GEOPOLITIQUE ET GEOECONOMIQUE (1)

DOTER LE MAROC D'UNE DIPLOMATIE ECONOMIQUE AUDACIEUSE ET RENFORCER SON ANCRAGE REGIONAL

- Tenant compte du caractère concurrentiel de l'environnement international, le Maroc devrait s'armer d'une diplomatie économique audacieuse, capable de mobiliser les énergies pour développer les partenariats, attirer les investissements, promouvoir l'attractivité du pays, conquérir de nouvelles positions commerciales et intensifier les échanges extérieurs. A cet effet, il serait nécessaire de :
 - améliorer la cohérence d'ensemble du système de promotion économique du Maroc à l'étranger et conforter les moyens qui lui sont dédiés,
 - renforcer les capacités de négociation des acteurs dans les différents volets des relations économiques internationales,
 - mettre à contribution le capital relationnel du Maroc pour défendre les intérêts économiques du pays à l'étranger.
- Dans un monde qui n'offre pas de perspectives aux pays faiblement intégrés, l'effort diplomatique marocain devrait être orienté en faveur du renforcement de l'ancrage du Maroc au niveau euro-méditerranéen, maghrébin et arabe. Pour cela, le Maroc devrait accélérer la mise en œuvre du statut avancé le liant à l'Union européenne, appuyer activement le processus d'intégration régionale en Méditerranée, poursuivre ses efforts pour favoriser l'éclosion d'un nouvel ordre maghrébin affranchi des ambivalences de l'agenda politique et faire du partenariat stratégique avec les pays du Golfe un pilier central du repositionnement du Royaume dans l'espace arabe.

2.1. DIMENSION GEOPOLITIQUE ET GEOECONOMIQUE (2)

PROMOUVOIR UN PARTENARIAT GAGNAT-GAGNANT AVEC L'AFRIQUE ET FAIRE DE CE CONTINENT LE SOCLE DU LEADERSHIP REGIONAL DU MAROC

- L'Afrique représente, aujourd'hui, un enjeux stratégique mondial. Le Maroc, qui accorde une place de choix à l'Afrique dans sa politique étrangère, comme en témoignent les nombreuses visites Royales en Afrique, et jouit d'un positionnement économique privilégié dans la région, gagnerait à faire de l'Afrique le socle de son leadership régional.
- Pour ce faire, il serait opportun d'agir, sur quatre volets importants :
 - Rénover les instruments de la promotion économique du Maroc en Afrique, par le biais de la promotion d'un nouveau cadre institutionnel de relations économiques et financières avec les pays africains.
 - Assurer le positionnement du Maroc comme pôle régional africain dans le domaine de la formation universitaire, du transport, de la finance...
 - Valoriser le positionnement du Maroc en tant que trait d'union entre l'Afrique et l'Europe.
 - Faciliter l'implantation en Afrique des entreprises marocaines et en faire un levier d'internationalisation , au niveau des autres continents.

2.1. DIMENSION GEOPOLITIQUE ET GEOECONOMIQUE (3)

RENFORCER LA DIMENSION ATLANTIQUE DE LA POLITIQUE ETRANGERE MAROCAINE

- Le renforcement des relations de coopération avec les pays d'Amérique du Nord et du Sud est nécessaire pour des considérations économiques évidentes, mais aussi pour des considérations politiques déterminantes (question nationale de l'intégrité territoriale).
- A cet effet, il faudrait entreprendre les actions ci-après :
 - Contribuer à la concrétisation des opportunités que recèle l'accord de libre échange avec les Etats-Unis.
 - Veiller à ce que l'accord de libre échange avec le Canada en cours de négociation avec ce pays, soit mutuellement bénéfique.
 - Développer les relations économiques avec les pays d'Amérique du Sud et faire de l'expérience positive de la coopération avec le Brésil, notamment, une clé d'entrée dans les marchés de ce sous-continent, tout en menant une action diplomatique vigoureuse pour infléchir les positions adverses à l'intégrité territoriale du Royaume.
 - Assurer un rôle actif du Maroc dans le cadre de l'Initiative des Etats africains riverains de l'Atlantique.
- Au-delà du renforcement des relations économiques, le Maroc devrait promouvoir les relations entre acteurs non gouvernementaux, pour favoriser la compréhension mutuelle et intensifier les échanges humains et culturels, dans le cadre de la diplomatie parallèle.

2.1. DIMENSION GEOPOLITIQUE ET GEOECONOMIQUE (4)

RENFORCER LA COOPERATION AVEC LES NOUVELLES PUISSANCES EMERGENTES, NOTAMMENT D'ASIE

- Le Maroc devrait développer ses liens de coopération avec les nouvelles puissances émergentes dans tous les continents et notamment en Asie (diversification des débouchés extérieurs, dynamique de l'investissement de ces pays, coopération technique...) en vue d'en saisir les opportunités, mais aussi faire face aux menaces liées à la montée en puissance de ces nouveaux acteurs (concurrence sur le marché local et sur les marchés tiers, effets d'éviction en termes d'attractivité des IDE...).
- Dans ce sens, il serait opportun de :
 - renforcer le cadre juridique et institutionnel des relations du Maroc avec chacun de ces pays pour préparer les conditions nécessaires à un partenariat stratégique.
 - établir une stratégie de partenariat globale, comportant des programmes spécifiques de coopération avec chacun des acteurs émergents.
 - favoriser l'internationalisation des entreprises marocaines et encourager leurs alliances avec les entreprises des pays émergents, notamment sur le continent africain (coopération triangulaire).
 - dynamiser l'outil de promotion économique du Maroc auprès des pays émergents.

LA QUESTION DES VALEURS : VÉHICULER À L'EXTÉRIEUR L'IMAGE D'UN MAROC, ETAT DE DROIT

- L'ancrage aux valeurs universelles des droits de l'homme et l'image du Maroc en tant que terre de dialogue et de cohabitation des cultures et des religions constituent deux leviers de renforcement des attributs de la puissance attractive du pays « Soft Power ». Pour cela, il conviendrait de mener une diplomatie d'influence à travers :
 - une présence culturelle active à l'échelle internationale pour favoriser le rayonnement du pays.
 - une mise en valeur de l'Islam marocain, réputée pour sa tolérance et son ouverture sur les autres confessions.
- Pour favoriser le dialogue civilisationnel, le Maroc devrait faire de la réécriture de son histoire commune avec l'Espagne, le prélude à une révision plus profonde des rapports entre l'Occident et l'Islam.

LA QUESTION DE LA MOBILITE DES PERSONNES

- Face aux enjeux et défis endogènes et exogènes d'ordre économique et sociodémographique, le Maroc devrait œuvrer en faveur du développement d'une vision stratégique globale et intégrée en matière de mobilité.
- Cette vision nécessiterait pour son déploiement une forte implication de la diplomatie marocaine. A cet effet, il serait important d'œuvrer en faveur de :
 - l'adaptation constante de la carte consulaire à la localisation de la communauté marocaine de l'étranger.
 - l'approfondissement de la coopération avec les pays d'accueil des Marocains du Monde, notamment dans le domaine culturel et culturel.
 - la mobilisation du potentiel des ONG des Marocains du Monde en faveur de la défense des intérêts du pays et de son rayonnement international.
 - le développement d'une politique d'immigration concertée avec l'Europe et l'Afrique, qui tient compte des intérêts du Maroc.

CAS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Le changement climatique est une problématique globale dont la réponse nécessite une étroite collaboration à l'échelle régionale et internationale. A cet effet, le Maroc devrait déployer une diplomatie climatique qui lui permettrait de mobiliser avec efficacité les opportunités de coopération offertes dans ce domaine.
- Le Maroc devrait devenir un acteur majeur, contribuant à la sécurité alimentaire mondiale, à travers la consolidation du poids du Groupe OCP sur le marché mondial des phosphates et dérivés et son implication active en matière de résolution des problèmes alimentaires de l'Afrique.
- Cette politique nécessite des partenariats, non seulement avec les grands clients, mais aussi avec les pays producteurs des produits de base nécessaires à la fabrication des engrais.

- De par son positionnement géographique, ses choix de société et ses alliances stratégiques, le Maroc n'est pas exempté des risques sécuritaires. La contribution du Maroc aux initiatives régionales et internationales de lutte contre la menace terroriste et la criminalité transfrontalière nécessite d'agir sur trois volets interdépendants :
 - renforcer la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale;
 - participer au niveau régional aux différentes actions de lutte contre les menaces transnationales;
 - promouvoir une approche axée sur le développement humain par le biais de projets socio-économiques dans les pays vulnérables pour éradiquer la pauvreté et l'exclusion sociale et lutter, par ricochet, contre toutes les formes de radicalisation.

3. L'IRES : UNE CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉFLEXION STRATÉGIQUE ET A L'ECLAIRAGE DES CHOIX DE POLITIQUE ETRANGERE DU MAROC

3.1. PRINCIPALES ORIENTATIONS ROYALES CONCERNANT L'IRES

" ... Notre pays vit une transition globale qui nécessite le renforcement de ses capacités d'analyse, d'adaptation et d'anticipation. Aussi, avons-Nous décidé de créer un institut royal des études stratégiques pour remplir cette mission essentielle, afin d'être en interaction permanente avec les changements et de maîtriser et agir sur les mutations profondes qui s'opèrent aux niveaux interne et externe... "

*Sa Majesté Le Roi Mohammed VI,
Extrait du Discours du Trône du 30 juillet 2003*

« ... Aussi attendons-Nous de cette rencontre de l'IRES qu'elle marque le début d'un processus soutenu devant conduire à l'émergence d'une expertise nationale concernant les défis inhérents aux changements climatiques.. ... »

Extrait du Message Royal adressé aux participants de la Rencontre internationale sur « Le changement climatique : Enjeux et perspectives d'adaptation pour le Maroc », organisée par l'IRES le 16 octobre 2009 à Rabat

« ... Dans le même contexte, et afin que le ministère des affaires étrangères et de la coopération puisse disposer des analyses et des outils conceptuels nécessaires pour assimiler et mieux anticiper les transformations accélérées que connaît le monde, Nous l'invitons à tirer parti des expertises et des compétences dont dispose l'Institut Royal des Etudes Stratégiques, et ce, au mieux des intérêts nationaux. Nous exhortons cet Institut à coopérer avec le ministère et à consacrer ses efforts au domaine diplomatique et aux différentes questions liées aux relations extérieures du Maroc, dans leurs différents volets politique, économique, social, culturel et environnemental. ... »

*Extrait du Message Royal adressé à la 1^{ère} conférence des Ambassadeurs
de Sa Majesté Le Roi, 30 août 2013*

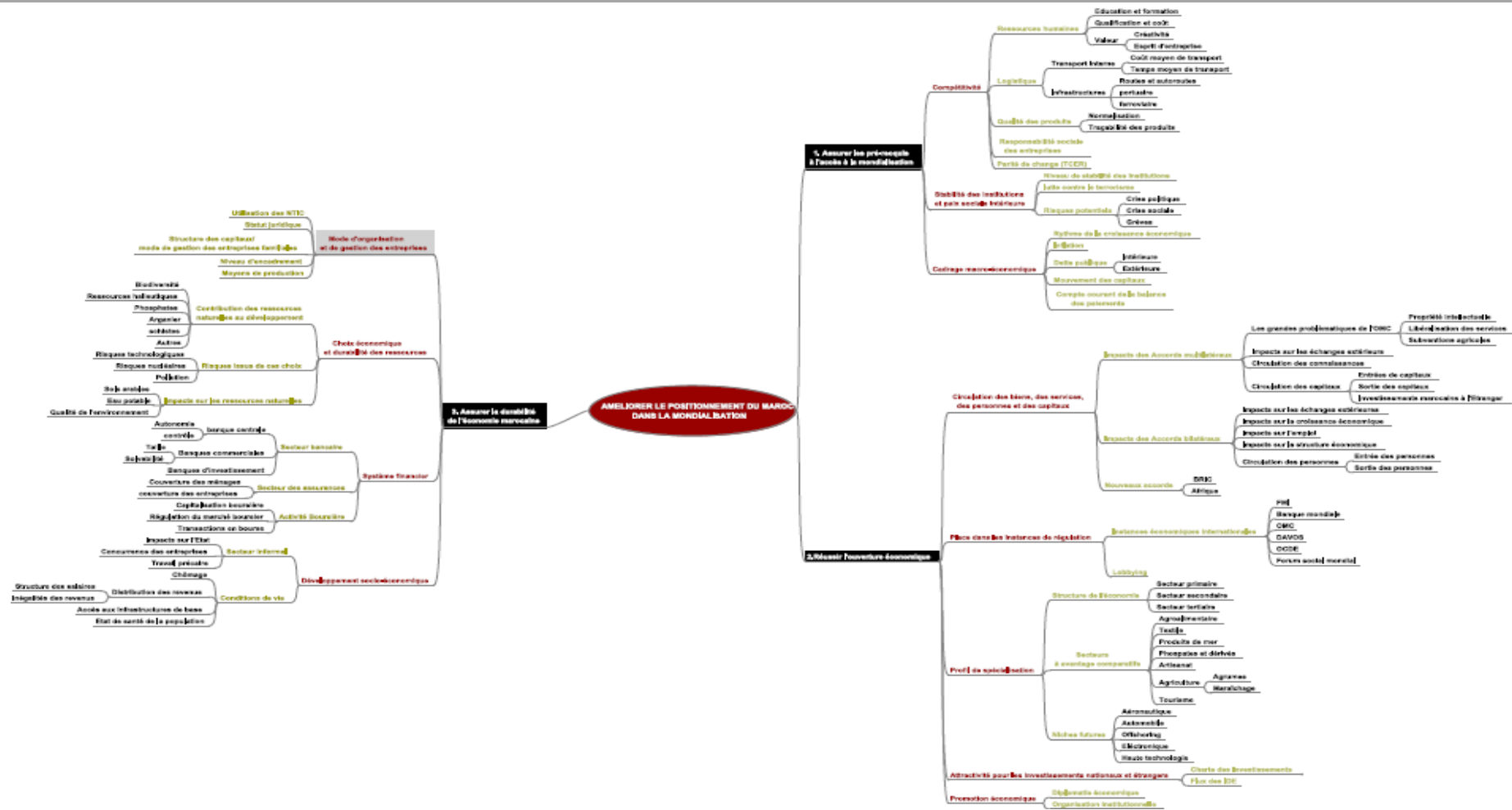
- Positionnement institutionnel favorisant la réflexion sur un horizon temporel lointain.
- Adoption d'une vision globale, dès le départ, et traitement de problématiques à caractère transversal, avec des études orientées politiques publiques (diagnostic davantage stratégique qu'académique).
- Lieu de débat serein permettant d'établir un pont entre les décideurs publics, le milieu académique, le monde des affaires et la société civile (*confrontation des idées, multidisciplinarité favorisant la lecture croisée des problématiques...*).
 - 32 manifestations par an, soit une fréquence de presque 3 manifestations par mois (mois d'août non compris).
- Capacité de mobilisation des experts et des chercheurs associés, dont près de 150 chercheurs associés ont contribué à la réalisation du programme scientifique de l'Institut sur la période 2009-2013.

3.3. UN SYSTÈME DE VEILLE STRATÉGIQUE DONT L'UTILISATION CONTRIBUE AU DECODAGE DE LA COMPLEXITE (1)

- La veille stratégique au sein de l'IRES repose sur Un système d'information prospective (SIP) ou banque de connaissances qui rassemble, ordonne et relie les informations quantitatives et qualitatives nécessaires à l'analyse prospective et à la réflexion stratégique.
 - Le SIP permet d'assurer un suivi et une analyse des grandes tendances mondiales et régionales et des incertitudes du contexte international (le monde vu à partir du Maroc)
 - Réalisation d'une cartographie des opportunités et des risques liés aux mutations du contexte national et international et d'identifier les clés de succès pour saisir les opportunités qui se profilent et faire face aux risques.
 - L'accumulation des connaissances permet l'élaboration de notes d'orientations stratégiques (adaptation des politiques publiques) et la production de notes d'alerte (anticipation).
- La veille stratégique de l'IRES porte sur 10 domaines de veille stratégique (DVS). 3 nouveaux DVS sont en cours de lancement et qui portent sur des thématiques liées aux relations extérieures du Maroc et à la diplomatie.
- En matière de veille documentaire, l'IRES dispose d'un centre documentaire de référence sur le plan national en matière d'études du futur stratégiques (plus de 9000 ouvrages de référence, abonnement aux revues spécialisées dans le domaine des relations internationales),

3.3. UN SYSTÈME DE VEILLE STRATÉGIQUE DONT L'UTILISATION CONTRIBUE AU DECODAGE DE LA COMPLEXITE (2)

Méthode heuristique appliquée au domaine de veille stratégique traitant de l'insertion du Maroc dans la mondialisation



- La complexité des thématiques examinées par l'IRES nécessite le recours à des approches renouvelées pour capter les germes de changement du contexte international, régional et national et en cerner les enjeux et les défis pour le Maroc.

3.4. DES THEMES D'ÉTUDES INDEXÉS SUR LES AXES PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU MAROC

- Réalisation de plusieurs travaux se rapportant aux relations internationales du Maroc, avec des études thématiques couvrant la dimension puissance attractive du Maroc (Soft Power), les relations avec notre voisinage (Relations Maroc-Afrique, Statut Avancé Maroc-Union Européenne, Relations Maroc-Espagne, Relations Maroc-Algérie) et celles ayant trait à l'exploration du potentiel de diversification des alliances stratégiques avec les nouveaux acteurs émergents (BRICS et Turquie, pays du CCG).
- Elaboration en cours, de nouvelles études examinant la dimension atlantique de la politique étrangère du Maroc : « Les relations du Maroc avec les pays d'Amérique du Nord », « Positionnement du Maroc en Amérique du Sud » ainsi que « La dimension Asie-Pacifique et ses impacts sur le Maroc ».
- Préparation du lancement de nouvelles études ayant trait à la politique étrangère et à la diplomatie.

- Cycle-débat « Relations Internationales du Maroc », ouvert aux Ambassadeurs des pays étrangers en poste et aux anciens Ambassadeurs du Royaume, ce cycle constitue une opportunité pour réfléchir sur les leviers d'actions à même de renforcer la coopération bilatérale avec des partenaires clés relevant des pays développés et ceux émergents.
- Cycle-Débat « sécurité régionale et internationale », auquel sont conviés des experts nationaux et étrangers pour débattre des enjeux sécuritaires soulevés par la crise au Sahel, tout en mettant en relief l'approche marocaine en matière de gestion des risques et de promotion de la stabilité par le développement humain.
- Cycle-Débat « transformations sociopolitiques liées au Printemps arabe », pour cerner les clés de compréhension de la situation dans le voisinage et réfléchir sur les incidences directes et indirectes sur le positionnement du Maroc dans la région arabe et dans le monde.
- Cycle-Débat sur « les questions globales et nationales », destiné à approfondir la réflexion sur les thématiques structurelles à caractère global (changement climatique, sécurité alimentaire, migration...) et sur des questions nationales importantes (l'opérationnalisation de la réforme constitutionnelle...).

3.6. AMBITION DE L'IRES DE CONTRIBUER A LA DIPLOMATIE INTELLECTUELLE

- Perpétuer la tradition de l'IRES d'être présent dans les forums régionaux et internationaux pour contribuer au débat sur les problématiques internationales en général et celles qui interpellent la région euro-méditerranéenne et arabe, en particulier.
- Poursuivre l'échange avec des think tanks de renommée internationale en vue d'expliquer la singularité du modèle marocain à travers notamment les apports de la nouvelle constitution et en mettant en exergue les avancées réalisées par le Maroc dans différents domaines.

- Le choix de l'ouverture et l'insertion dans le système mondialisé opérés par le Maroc et les défis soulevés par les multiples transitions que traverse le pays rendent nécessaire de développer la réflexion stratégique.
- Pour cela, il faut agir sur trois axes interdépendants :
 - Promouvoir une culture d'anticipation pour mieux saisir les opportunités et pour atténuer les risques.
 - Former des ressources humaines de grande qualité (profils pluridisciplinaires disposant de grandes capacités pour cerner la complexité du contexte national et international et aptes à appréhender les enjeux qui en découlent en termes de choix de politique étrangère).
 - Encourager la création de think tanks, notamment ceux opérant dans le domaine des relations internationales, et favoriser leur mise en réseaux pour développer les synergies et renforcer les capacités d'analyse des acteurs concernés.

MERCI POUR VOTRE ATTENTION

www.ires.ma